

## RCEP : « un rayon de lumière et d'espoir au milieu des nuages »...



Initiées en novembre 2012 sous l'impulsion de l'ASEAN, les négociations entourant le RCEP (partenariat régional économique global) viennent finalement d'aboutir huit ans plus tard (le 15/11/2020), à la signature de l'accord par 15 pays de la zone Asie-Pacifique après une trentaine de cycles de négociations. L'Australie, la Birmanie, le Brunei, le Cambodge, la Chine, la Corée du Sud, l'Indonésie, le Japon, le Laos, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viêt Nam viennent ainsi d'entériner la création du plus vaste et du plus important accord commercial de libre-échange du Monde. Il porte essentiellement sur l'établissement de règles commerciales unifiées, l'allègement des formalités administratives, ainsi que la réduction, voir la suppression des taxes douanières d'importation dans une zone totalisant une population de 2,2 milliards d'habitants, à l'exception notable de certains produits agricoles, afin de protéger les agriculteurs locaux de fortes perturbations. La suppression des taxes concernera néanmoins en moyenne pas moins de [91 % du commerce de biens](#). Les barrières douanières, auparavant supprimées sur seulement 8 % des biens japonais exportés vers la Chine, le seront ainsi désormais bientôt pour 86 % d'entre eux !

2012 et 2020. Ces deux tournants ne se sont pas produits à des époques fortuites. Le premier correspond à une époque qui voit les politiques d'austérité être généralisées en Occident. Au lendemain de la crise de la dette de la zone Euro, les élites asiatiques, dont les pays constituent la colonne vertébrale approvisionnant « [l'industrie de bazar](#) » occidentale, comprennent que celle-ci est irrémédiablement condamnée et qu'il importe de commencer à construire le « Monde d'après », dont l'économie ne sera plus centrée sur l'exportation de biens de consommation vers les métropoles impérialistes d'Occident dont les débouchés intérieurs apparaissent dès lors comme en sursis, car condamnés à se contracter. Que le second tournant, celui de la finalisation des négociations et de la signature de l'accord, se produise en cette fin d'année 2020, une année aussi [chargée](#) que [tumultueuse](#), n'est à l'évidence pas non plus un accident. Seuls des aveugles peuvent aujourd'hui ne pas voir que l'effondrement en cours de l'Occident sous le prétexte du COVID-19, nécessite un rapide et profond remodelage de la division internationale du travail, et en particulier une accélération de l'intégration économique des pays du sud-est asiatique qui ne souhaitent pas voir leurs exportations vers l'Occident continuer à s'effondrer sans pouvoir y trouver une alternative, alors que les relations bilatérales avec la Chine sont, [comme nous l'avons déjà souligné](#), non seulement déjà prépondérantes dans leur commerce extérieur, mais restent surtout en plein essor ! Il s'agit pour les pays constituant cet archipel industriel asiatique de s'assurer la transition la moins douloureuse possible de leur chaînes industrielles vers leur rattachement à la puissance chinoise ascendante qui semble de nouveau condamnée à porter sur ses épaules la reprise économique mondiale, enfin tout du moins celle d'une partie significative du Monde, à l'exception notable de sa partie minoritaire, qui, victime du syndrome de la grosse tête, aime pourtant depuis des décennies s'autoproclamer « communauté internationale »...

Le centre de gravité de l'économie mondiale s'est d'ores et déjà déplacé de l'Occident vers l'Asie sous le leadership chinois, et la crise systémique actuelle, dont l'ampleur promet d'être sans précédent, ne fera qu'accélérer et amplifier encore cette tendance structurelle de fond dont nous avons déjà souligné l'inéluctabilité il y a 11 ans dans notre ouvrage « [Crise du système impérialiste mondial — La décomposition finale de "l'industrie de bazar" et la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial](#) », et que nous avons détaillé davantage l'année suivante dans notre « [Réveil du Dragon](#) ».

Nous démontrions dans ce dernier qu'il y a une décennie, les élites japonaises commençaient déjà à sentir le vent tourner et à opter pour le renforcement croissant des liens économiques avec la Chine, avec la perspective assumée de leur émancipation future vis-à-vis de la tutelle US, et ce en dépit de la prise d'otage militaire permanente de l'archipel nippon par les USA depuis 1945. (Cf. pp. 331-335)

Si l'Inde bourgeoise-compradore de Narendra Modi, étroitement soumise aux intérêts du Capital financier anglo-saxon avec lequel le pays n'a jamais coupé le cordon ombilical au cours des sept décennies de sa pseudo-indépendance, a préféré se retirer en 2019 du cycle de négociations du RCEP, c'est indéniablement parce que l'aile de la bourgeoisie indienne aujourd'hui au pouvoir espère naïvement profiter de cette distanciation d'avec la Chine pour attirer à elle les capitaux et technologies des européens et des américains. Un calcul des plus risqués dans la période historique actuelle où ces puissances sont entrées dans la phase finale de leur dislocation économique, sociale et géopolitique. L'Inde, ce colosse démographique aux pieds d'argile qui concentre dangereusement les contradictions économiques, sociales, ethniques, confessionnelles et environnementales dans un cocktail hautement explosif, souhaite donc se poser comme le nouveau pivot asiatique des cadavres occidentaux en décomposition. Soit, mais les indiens paieront inévitablement au prix fort ce choix de la facilité, laissant de nouveau l'Inde aux marges du développement de la grande industrie et hypothéquant son avenir, à moins que la classe ouvrière indienne ne parvienne à profiter des futures conséquences cataclysmiques de ces mauvais choix pour décider que le temps est venu de défendre elle-même ses propres intérêts...

Notons au passage que si la Russie n'a pas directement été partie prenante du RCEP, elle y a néanmoins été impliquée en tant que pays observateur : et c'est tout naturel, car depuis désormais deux décennies, la Chine et la Russie n'ont cessé de consolider leur communauté d'intérêts face à la politique coloniale ultra-agressive de l'Occident. La Russie juge donc avec bienveillance le RCEP et se refuse sans surprise « [à diaboliser tout ce que font les Chinois](#) », en soulignant que les chinois n'en sont pas l'instigateur et ne l'ont imposé à personne...

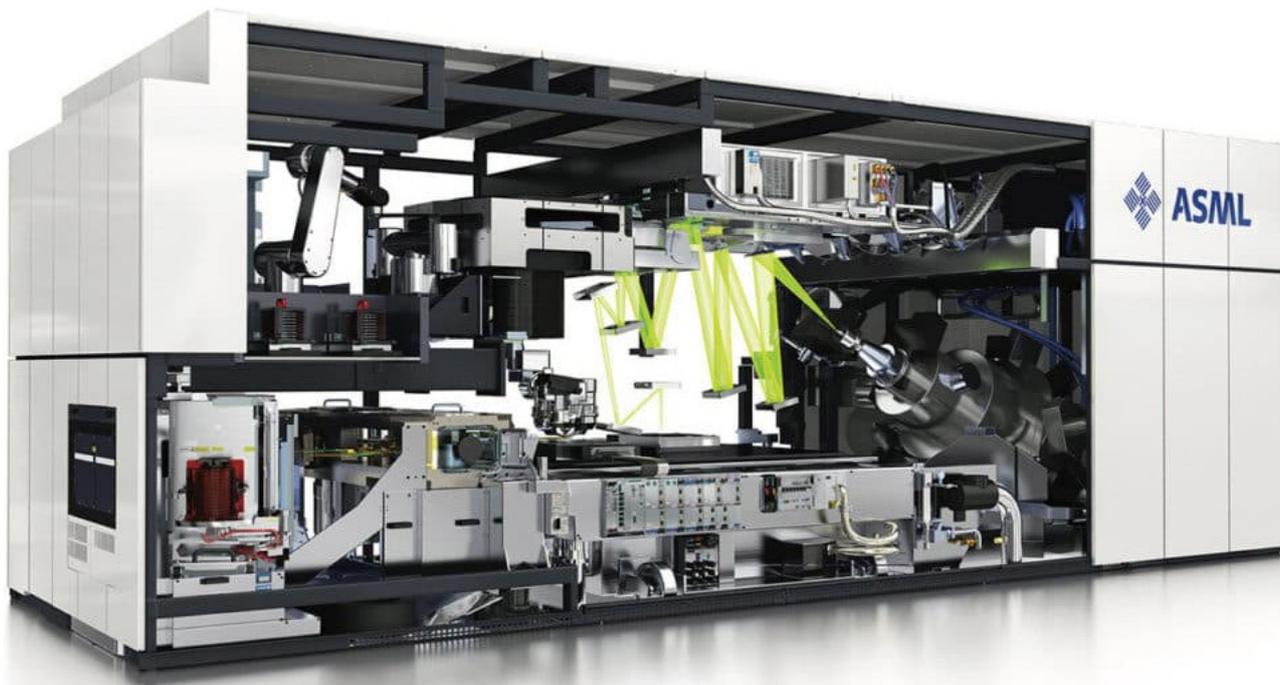
De ce fait, c'est indéniablement pour l'Occident en général et les USA en particulier, que ce RCEP constitue le plus gros revers. C'est un cuisant échec d'abord pour l'administration de Barack Obama qui avait tenté de contrebalancer l'influence économique croissante de la Chine en Asie au moyen du renforcement de l'intégration économique prôné par le TPP (accord de partenariat transpacifique) signé en février 2016 mais dont l'administration de Donald Trump s'est désengagée en janvier 2017, dès son entrée en fonction.

La tentative « Démocrate » d'endiguement économique de la Chine dans la région Asie-Pacifique a donc lamentablement échoué, comme d'ailleurs celle, « Républicaine », d'instaurer un cordon sanitaire économique et militaire régional renforcé visant à stopper et même à faire marcher à rebours l'intégration économique de la Chine dans la région Asie-Pacifique par l'imposition de sanctions unilatérales et la multiplication des provocations militaires, de manière à dégrader considérablement le climat des affaires et à dissuader ainsi les voisins de la Chine de poursuivre dans cette direction. En bref, la signature du RCEP au cours de la difficile transition présidentielle aux USA a coupé l'herbe sous le pied simultanément aux deux stratégies de « containment » déployées par l'impérialisme américain à l'égard de la Chine !

En dépit de leur extrême degré de velléité et d'âpreté, ces stratégies US n'ont pas suffi à dissuader 14 pays de la région Asie-pacifique d'opter pour l'intégration croissante de leur économie avec celle de l'impérialisme chinois. C'est d'autant plus remarquable qu'on compte parmi les signataires du RCEP des pays d'importance stratégique placés de longue date sous la tutelle américaine, à l'instar du Japon, de la Corée du Sud et de l'Australie. Cela veut dire que les risques associés au courroux US sont perçus comme bien moins dangereux que les risques économiques, sociaux et politiques induits par la poursuite de sept décennies de prise d'otage. Les bien sombres perspectives économiques actuelles et l'affaiblissement de l'aura internationale US ne sont à l'évidence pas étrangères à cette prise de conscience... Le preneur d'otage peut en effet aisément réprimer un otage isolé, mais s'attaquer simultanément à un grand nombre d'entre eux est beaucoup plus périlleux...

C'est une très mauvaise nouvelle pour l'impérialisme américain, car cela signifie que quels que soient les exercices militaires conjoints périodiquement imposés par le « partenaire » américain, ces pays ne sont « opposés à la Chine » qu'en façade, pour ne pas fâcher l'Oncle Sam, mais qu'en réalité, leurs intérêts économiques convergents avec ceux de la Chine sont déjà perçus comme prépondérants et prioritaires. Or ce sont toujours ces derniers qui l'emportent et qui déterminent l'orientation politique *in fine*. En d'autres termes, c'est un pas majeur supplémentaire vers la dislocation de la sphère d'influence US en Asie, en ayant bien en vue que ce continent est l'usine du Monde dans presque tous les secteurs industriels majeurs...

Le soft power économique déployé par la Chine est indéniablement son meilleur cheval de Troie dans le long siège industriel visant à faire tomber la citadelle atlantiste !



*Ci-dessus, une machine EUV (lithographie extrême ultraviolet) du constructeur hollandais ASML. Destinée à la gravure sur silicium des puces informatiques les plus modernes, c'est la pièce maîtresse de leur processus de fabrication. Une seule machine Twinscan NXE coûte près de 150 millions d'euros, soit le triple du [prix de vente réel](#) d'un Airbus A-320 neo. La firme taïwanaise TSMC posséderait la moitié du « cheptel » mondial de ces machines. ASML est le seul fabricant mondial de ce type de machines qui permet de graver dans les nœuds les plus fins (N7 et N5). Le fondeur chinois SMIC est dans l'impossibilité de commander de telles machines [à cause de la législation hollandaise qui interdit ces exportations jugées sensibles](#). En dépit de tels embargos technologiques en vigueur depuis des décennies, la Chine est parvenue à réaliser la rapide montée en gamme de ses industries majeures au cours des deux dernières décennies...*

Selon les élites de Singapour, l'un des quatre dragons asiatiques longtemps joyau de la division internationale mise en place par les élites anglo-saxonnes, les pays membres du RCEP seront « **bien placés pour tirer parti de la reprise économique et la renforcer mutuellement à l'avenir** ». Un constat à l'évidence unanimement partagé par les signataires, à l'instar du premier ministre vietnamien qui s'est dit « **convaincu que le RCEP sera bientôt ratifié et entrera en vigueur, ce qui renforcera davantage notre reprise économique après la pandémie et assurera une prospérité partagée pour les gens et les entreprises de tous les pays participants** ». Quant à la Chine, elle a jugé que le RCEP était « [conforme à la nouvelle stratégie de double-circulation](#) » promue par Xi Jinping et visant à accélérer le passage de relais de la croissance chinoise vers l'extension de « la demande intérieure ».

Le RCEP sera donc à l'évidence un ferment majeur de l'extension rapide des nouvelles Routes de la soie visant à faire de la Chine le futur centre de consommation et d'innovation mondiale qui permettront aux capitaux chinois de s'écouler en abondance sans entrave... et à ses voisins d'en profiter pour traverser à moindres frais les turbulences économiques mondiales majeures à venir ! Le message semble en tout cas avoir bien été compris par [Tokyo](#) qui estime essentiel de « trouver un nouveau moyen pour contenir la pandémie et rétablir la croissance économique, de manière à renforcer la confiance du monde dans le développement futur ». En bref, la Chine « [communiste](#) » est en train de devenir le sauveur de nombreux pays capitalistes longtemps demeurés à la remorque d'un Occident dont la fin ressemble de plus en plus à celle du Radeau de la Méduse...

La presse occidentale ne s’y trompe d’ailleurs pas et voit d’un œil bien noir la signature du RCEP qui témoigne du fait que le rapport de forces international continue d’évoluer très rapidement en sa défaveur.

La presse canadienne titrait ainsi « [La Chine se renforce avec la signature du plus vaste accord de libre-échange au monde](#) ». Elle y voit un indéniable « succès » pour Pékin. Le premier ministre chinois y voit pour sa part « **un rayon de lumière et d’espoir au milieu des nuages** » et ses partisans saluent de manière unanime le fait que « le multilatéralisme est la bonne voie et représente la bonne direction de l’économie mondiale et du progrès de l’humanité ». A travers *le Monde*, l’impérialisme français y voit un moyen de « [renforcer le rôle de la Chine dans la zone Asie-Pacifique](#) », ce qui constitue à l’évidence « [un premier défi pour la future administration Biden](#) » face à la stratégie US visant à « **contrer l’expansionnisme chinois** ». C’est à l’évidence désormais mission impossible pour l’Occident embourbé dans le marais d’une crise multiforme structurelle de déclin alors que le RCEP « **ouvre un nouveau chapitre de l’intégration économique de cette région, prête à sortir de la pandémie de COVID-19** ». Enfin, le *New York Times* y voit avec inquiétude « **un puissant symbole de la croissance économique de Pékin en Asie du Sud-Est à une époque d’incertitude sur les liens économiques de Washington avec la région** ».

Comme le remarquent [les observateurs intelligents](#), la signature du RCEP s’inscrit dans le cadre global d’une profonde mutation des rapports de force économique et géopolitique en faveur de la Chine et d’une perte d’influence accélérée des USA, qui s’expriment aussi via les Nouvelles Routes de la soie, l’OCS et les BRICS. Comme le déclarait d’ailleurs hier encore le président chinois dans son [discours à la tribune du 12<sup>ème</sup> sommet des BRICS](#), la Chine est bien déterminée à faire émerger le « Monde nouveau », « multilatéral » que prône l’OCS depuis près de deux décennies :

« La 5<sup>e</sup> session plénière du Comité central issu du 19<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, qui s’est tenue récemment, a examiné et adopté les Recommandations sur l’élaboration du 14<sup>e</sup> Plan quinquennal. La session a souligné que la construction intégrale d’une société de moyenne aisance serait parachevée comme prévu, et que la Chine entamerait l’année prochaine une nouvelle marche vers la construction sur tous les plans d’un pays socialiste moderne. Sur la base d’une analyse scientifique du nouveau stade de développement de la Chine, nous poursuivrons fermement le nouveau concept de développement et travaillerons activement à créer une nouvelle dynamique de développement où le circuit domestique est le pilier principal et que le circuit domestique et le circuit international se renforcent mutuellement. Nous prendrons des mesures énergiques pour élargir la demande intérieure, approfondir la réforme de manière globale et promouvoir l’innovation technologique, afin d’insuffler plus de vitalité à l’économie chinoise. La Chine ne refermera pas ses portes, mais les ouvrira toujours davantage. Elle travaillera plus activement à s’intégrer dans le marché mondial et à approfondir la coopération avec le reste du monde, pour apporter plus d’opportunités et de possibilités à la reprise et à la croissance de l’économie mondiale. Nous sommes tous dans le même bateau. Quand le vent souffle fort et que les vagues se lèvent, il faut bien tenir le cap et garder le bon rythme. C’est par la solidarité et la coopération que nous braverons toutes sortes d’adversités et avancerons résolument vers un avenir meilleur ».

De même, le [premier ministre chinois](#) se félicitait dans ces termes de la signature du *Regional Comprehensive Economic Partnership* qui « **n’est pas seulement une réalisation historique de la coopération régionale en Asie de l’Est, mais aussi une victoire du multilatéralisme et du libre-échange** ».

Bien que les dirigeants chinois n’aient cité nommément les USA à aucun moment comme contre-exemple négatif, il est évident que le monde entier a bien compris à quel(s) pays s’adressaient le reproche intrinsèque d’unilatéralisme. Il aura suffi de suivre les [attaques contemporaines multiformes aussi incisives que quotidiennes](#) de la Chine à l’égard des USA... « [La farce de l’élection présidentielle américaine de 2020 se poursuit](#) », pouvait-on lire hier encore dans le grand quotidien anglophone chinois. « [Un pays rétrograde et tueur de l’écologie](#) », titrait de son côté avant-hier le grand quotidien chinois en langue française...

Sur toutes les questions majeures longtemps instrumentalisées par l’Occident, la Chine est ainsi passée ouvertement et résolument à l’offensive ! Avis aux élites bourgeoises-compradore et aux puissances impérialistes régionales du Monde entier : vous êtes libres de suivre les USA qui s’entêtent à vouloir persister sur la voie (condamnée et sans issue) de l’unilatéralisme, mais si vous ne souhaitez pas [sombrier avec eux](#), vous avez tout intérêt à miser sur un autre cheval en bien meilleure forme !...

Une chose est aujourd’hui certaine et seuls des aveugles (ou des [autruches](#)) peuvent refuser de la voir : plus que jamais, les rats quittent le navire occidental [en train de sombrer inexorablement](#) !